

Gabon : la Françafrique de père en fils

jeudi 10 septembre 2009, par [RYON \(du\) Bertold](#) (Date de rédaction antérieure : 8 septembre 2009).

Après l'annonce de l'élection d'Ali Bongo, fils du décédé président Omar Bongo, des protestations contre la fraude et l'influence de la France secouent le pays.

L'opposition gabonaise dénonce une fraude électorale. Elle est, en effet, plus que probable car des irrégularités graves ont été observées. Des images ont montré que l'encre indélébile marquée sur le pouce de chaque électeur pouvait être facilement lavée à l'eau froide. La participation a été visiblement gonflée. Au niveau national, elle a été officiellement de 44 % mais, dans la province orientale du Haut-Ogooué, où le nouveau président avait son fief local, elle serait du double. Un tel pourcentage ne peut s'expliquer que par le bourrage des urnes.

Ali Bongo n'aurait probablement pas gagné l'élection sans la fraude massive et beaucoup de Gabonais le considèrent comme une marionnette de la France. Depuis l'indépendance du Gabon, en 1960, la France est en effet massivement présente dans ce pays riche en pétrole et en uranium et n'a jamais cessé de contrôler les décisions fondamentales de sa politique. En février 1964, elle a restauré, en quelques heures, le pouvoir du président Léon M'ba qui, après avoir dissous l'Assemblée nationale, s'était fait renversé par une mutinerie de ses soldats. En mai 1990, face au mouvement pro-démocratie alors à son apogée, les parachutistes français sont intervenus à Port-Gentil, la seconde ville du pays et son port pétrolier, pour rétablir la production pétrolière interrompue par ELF, l'ancêtre de Total.

Aujourd'hui, Total contrôle une majeure partie de l'économie du pays et ce n'est pas un hasard si trois de ses stations d'essence ont été détruites à Port-Gentil et si le consulat français y a été brûlé. C'est le fruit de la colère, légitime, d'une bonne partie du peuple gabonais.

Omar Bongo, le père d'Ali, a régné sans partage sur le Gabon, de 1967 à sa mort, le 8 juin. Il a financé la plupart des grands partis politiques en France (droite, PS et FN), redistribuant ainsi une partie de la rente pétrolière. Celle-ci est détournée au détriment de la population gabonaise qui demeure majoritairement pauvre dans un pays riche. La clique corrompue au pouvoir, dont le clan Bongo, profite de cette rente. Sa majeure partie est cependant accaparée par des « intérêts français ».

Ali Bongo a jusqu'ici mené une vie de « gosse de riche » sans aucun intérêt pour la politique, faisant toute sa formation en France. Dès le mois de juillet, on apprenait que « les services » de la France et les émissaires de l'Élysée – dont le trouble « conseiller Afrique » de Sarkozy, l'avocat Robert Bourgi – misaient sur une succession « dynastique » après la mort d'Omar Bongo. Aujourd'hui, 150 parachutistes sont déjà intervenus à Port-Gentil, pour « *protéger le consulat et les ressortissants français* ». La première revendication, ici en France, doit au contraire être le retrait des troupes et la fermeture de la base militaire française à Libreville (un millier de soldats).

Bertold du Ryon

P.-S.

* Paru dans TEAN n°21 du 10 septembre 2009.